

réalisable. Et, comme avant, elle choisira la production d'assortiments nécessitant une accumulation élevée, afin de garantir une réalisation du plan plus facile, elle poursuivra sa tendance à produire une qualité médiocre afin de réaliser l'indice directionnel — qui, par sa nature, est toujours quantitatif. Alors, l'inadaptation des assortiments et de la qualité aux besoins subsistera, avec toutes ses conséquences dans le domaine du commerce extérieur. Car, seul l'acheteur, donc en fin de compte le consommateur, est à même d'évaluer le degré d'adaptation de la production à ses besoins : ceci s'avère impossible pour un centre de décisions économiques, qui seul, et indépendamment du marché, établit les prix et juge l'entreprise selon la réalisation d'indices directionnels imposés par l'organisme central et qui ne peuvent qu'être quantitatifs. Le progrès technologique, la modernisation et tout perfectionnement financé par l'entreprise seraient en contradiction avec son intérêt ; les facteurs qui freinent le progrès dans le domaine technique et dans celui de l'organisation, c'est-à-dire les facteurs intensifs de la croissance, seraient loin d'être supprimés.

On voit donc que les symptômes de la crise décrits dans les paragraphes 3, 4 et 5 (les gaspillages du surplus économique, la non exploitation des facteurs intensifs, et le barrage des exportations) découlent également des rapports de production et ne peuvent en fait être supprimés dans le cadre de ces rapports. Mais faisons un instant l'hypothèse abstraite que la bureaucratie réussisse cette opération. Au cas où se seraient maintenues les relations économiques actuelles (la tendance à la production pour la production), la crise aurait revêtu la forme décrite au début de ce chapitre.

Toute la partie gaspillée du surplus économique serait reconvertie en nouveaux moyens de production, dont l'exploitation — conformément aux buts de classe de la production — entraînerait une augmentation considérable de l'accumulation tout en repoussant la consommation en-dessous du niveau socialement indispensable : d'où l'apparition du barrage inflationniste, qui rendrait impossible la croissance des investissements, paralysant de ce fait l'exploitation des nouveaux moyens de production. La crise se serait alors ramenée à ce qui constitue son essence, à savoir la contradiction entre le potentiel économique développé et le bas niveau de la consommation sociale. On voit ainsi que le gaspillage du surplus économique, la non exploitation des facteurs de croissance, ne sont que les différentes formes sous lesquelles se manifeste cette contradiction principale.

Ainsi, toute réforme perfectionnant le fonctionnement de l'économie, même si son application était possible, ne serait capable de supprimer la crise que si elle s'accompagnait du changement du but de classe de la production, c'est-à-dire du passage à la production pour la consommation. Existe-t-il à l'heure actuelle des réserves économiques importantes permettant d'atténuer la crise ne serait-ce que pour une période limitée ? De telles réserves existaient vers le milieu des années cinquante, à l'époque où l'achèvement de la réalisation des objectifs principaux de l'industrialisation primitive avait mis en évidence la contradiction entre le potentiel de production développé (l'appareil productif dans l'industrie avait triplé depuis 1949) et le bas niveau de la consommation sociale ; c'est-à-dire au moment où la crise économique du système venait seulement de commencer.

La source essentielle de ces réserves provenait des grands